

## LA STRATÉGIE DU FIDA



En 2002, le Fonds s'est attaché à la mise en œuvre du *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006: Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté.*

### **Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006**

Le cadre stratégique a été présenté à la soixante-quatorzième session du Conseil d'administration du FIDA, tenue les 5 et 6 décembre 2001. Par son intitulé et son contenu, ce cadre stratégique reflète à la fois l'intérêt particulier que le FIDA accorde aux objectifs de développement du Millénaire et la contribution qu'il entend apporter à leur réalisation. Parmi les plus importants de ces objectifs pour la période 1990-2015 figure celui de réduire de moitié la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à l'équivalent de un dollar des États-Unis (USD) par jour et de ceux qui souffrent de la faim. Pour le FIDA, cela signifie développer et renforcer les organisations des pauvres pour les aider à s'attaquer aux problèmes qu'elles jugent essentiels; élargir l'accès au savoir afin que les pauvres puissent exploiter les possibilités nouvelles qui s'offrent à eux et surmonter les obstacles auxquels ils se heurtent; accroître l'influence que les pauvres exercent sur les politiques et institutions publiques; et renforcer le pouvoir de négociation des pauvres sur le marché. C'est à la lumière de ces principes que s'opèrent tous les choix stratégiques du FIDA.

### Objectifs stratégiques

Les principes énoncés ci-dessus se traduisent dans le cadre stratégique par trois grands objectifs. Le premier concernant le capital humain et social est de renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; le deuxième relatif aux moyens de production est d'assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie; et le troisième visant les actifs financiers et les marchés est d'élargir l'accès des pauvres aux services financiers et aux marchés. Ces objectifs, le FIDA entend les réaliser avec l'aide de ses partenaires, en suivant la démarche définie dans le cadre de sa mission générale qui est d'œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté en devenant l'élément moteur de leur propre développement.

### Stratégies régionales

Les stratégies régionales du FIDA associent les éléments fondamentaux du cadre stratégique à des facteurs supplémentaires et des considérations liés aux causes et aux structures spécifiques de la pauvreté dans les diverses régions auxquelles elles s'appliquent. La stratégie pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord a été publiée au début de 2002, après celles parues fin 2001 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'Afrique orientale et australe, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants.

La stratégie pour l'*Afrique de l'Ouest et du Centre* (Afrique I) comporte quatre objectifs complémentaires: renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, et recentrer les politiques et les institutions de développement rural en faveur des pauvres; accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles, et élargir l'accès à la technologie; augmenter les revenus des populations rurales en améliorant leur accès aux capitaux et aux marchés; réduire la vulnérabilité face aux principaux aléas qui compromettent les moyens de subsistance des ménages ruraux. L'appui au développement de la technologie envisagé dans la perspective de ces objectifs met l'accent sur: le développement agricole durable et plus particulièrement les besoins des femmes et des jeunes; les services financiers ruraux destinés aux populations isolées et susceptibles d'être intégrés dans le système financier national; le renforcement des capacités à l'appui du développement local; la mise en place d'infrastructures de base. Sur les quelque 120 millions de pauvres recensés dans la région, 75%, soit 90 millions, vivent en milieu rural.

La stratégie pour l'*Afrique orientale et australe* (Afrique II) vise principalement à: promouvoir l'accès des paysans aux marchés dans des conditions équitables; mettre en place des systèmes financiers durables pour les ruraux pauvres; améliorer l'accès des paysans pauvres à la terre et à l'eau; et promouvoir les systèmes de technologie et d'information en milieu rural. Le FIDA a également mis au point une stratégie tendant à atténuer les conséquences sociales et économiques de l'épidémie de VIH/sida pour les bénéficiaires de ses projets dans la région, comportant en particulier des programmes intégrés d'éducation, de soins et de soutien sur les lieux de travail, des interventions adaptées sur les modes de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la mise en place de filets de sécurité socioéconomique. La région se compose de 21 pays réunissant au total quelque 350 millions d'habitants, dont 260 millions (73%) vivent en milieu rural – dans des conditions de pauvreté extrême pour plus de la moitié d'entre eux. On estime que la région comptait environ 145 millions de pauvres en 2000. Dans la majorité des pays, 40 à 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dans les pays pour lesquels on dispose de ce genre de données, près de la moitié des habitants ont un revenu inférieur à 1 USD par jour, la proportion atteignant 85% en Zambie, 72% à Madagascar et 69% en Ouganda, alors qu'elle est inférieure à 25% en Afrique du Sud.

La stratégie pour l'*Asie et le Pacifique* vise à briser l'engrenage socioéconomique et politique de la marginalisation qui conduit à la pauvreté. Comme le montre l'expérience sur le terrain, en Asie, la pauvreté se concentre dans les zones montagneuses, ainsi que dans certaines régions littorales et dans les plaines semi-arides. Les groupes les plus touchés sont les femmes, les populations autochtones, les paysans sans terre et les agriculteurs marginaux. La stratégie a pour but d'aider les ménages ruraux pauvres à mieux résister aux chocs économiques d'origine extérieure en leur donnant plus largement accès aux moyens de production, notamment à la terre et aux ressources communes telles que les forêts et l'eau. Dans cette optique, elle privilégie la concertation et l'impact, le renforcement des institutions de base, l'émancipation<sup>1</sup> des femmes, l'intégration des savoirs traditionnels et des technologies modernes, les systèmes de régénération agricole et forestière, et les mécanismes de financement rural pour les activités agricoles et non agricoles. Environ 800 millions d'habitants de la région vivent avec moins de 1 USD par jour, et au moins 90% d'entre eux sont des ruraux.

Dans la région *Amérique latine et Caraïbes*, la stratégie du FIDA a principalement pour objectif de renforcer le pouvoir d'action des paysans pauvres et de réduire la pauvreté rurale grâce à une série de projets, de programmes et de partenariats novateurs. Ses grands axes sont les suivants: i) développer l'évaluation de l'impact et le soutien à l'exécution des activités; ii) aider les paysans pauvres à tirer parti des nouvelles possibilités commerciales qui s'offrent à eux; iii) améliorer la gestion des connaissances; iv) promouvoir les partenariats avec des institutions qui poursuivent les mêmes objectifs; v) renforcer la concertation sur les politiques à suivre. L'équité entre les sexes et la gestion durable des ressources naturelles sont des questions qui recoupent toutes ces préoccupations. Aux côtés d'autres institutions, le FIDA misera sur l'innovation pour jouer un rôle moteur dans l'éradication de la pauvreté rurale. Compte tenu des progrès de ce type de pauvreté, cet aspect revêt une grande importance. D'après les estimations les plus récentes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le nombre de pauvres serait en effet passé de 207 millions en 2000 à 221 millions en 2002, dont environ 36% en milieu rural.

1/ On entend par "émancipation" la capacité d'agir de manière autonome face à des sanctions sociales et des inégalités structurelles restrictives.

La stratégie pour le *Proche-Orient et l'Afrique du Nord* concerne les pays emprunteurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi que les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants. En 2002, l'accent a été mis, dans le premier groupe, sur la gestion participative des ressources naturelles, l'intégration des femmes, l'amélioration des techniques d'exploitation des terres arides, la décentralisation, la gestion des situations postconflituelles, et la mise en réseau des connaissances. Dans le second groupe, celui des économies dites "en transition", on a privilégié la création d'institutions tournées vers l'économie de marché, la privatisation des services ruraux, agricoles et financiers, et la remise en état des infrastructures. Il n'existe pas de statistiques sur le revenu des pauvres dans tous les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, mais on estime, sur la base des seuils de pauvreté établis par les administrations nationales, que la région compte 88 millions de personnes très pauvres, dont 58 millions de ruraux. En Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants, on compte environ quatre millions de ruraux pauvres avec un seuil de revenu de moins de deux dollars par jour, mais ce chiffre passe à 12 millions lorsqu'on relève le seuil à quatre dollars par jour.

### Exposés des options et stratégies d'intervention par pays

Les exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) définissent le cadre à moyen terme des activités du FIDA dans les pays. Ils articulent les relations entre le cadre stratégique du Fonds, la stratégie régionale et les axes d'intervention proposés au niveau des pays, et servent de base à la mise en œuvre de plans d'action nationaux se prêtant à un suivi, ainsi qu'à l'élaboration de nouveaux projets pour l'avenir. Les COSOP, en tant qu'instruments clés de la définition de l'approche du FIDA en matière de réduction de la pauvreté rurale dans chaque pays, ont pour objet:

- a) de décrire les caractéristiques de la pauvreté rurale, ainsi que les besoins, les possibilités et les contraintes dont il faudra tenir compte pour parvenir à la réduire; les initiatives des autres intervenants et ce qu'elles leur ont permis d'apprendre en matière de développement rural; les enseignements que le FIDA a tirés de ses précédents programmes d'investissement;
- b) de dégager les stratégies et les priorités de la lutte contre la pauvreté (y compris celles qui figurent dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté – DSRP) auxquelles souscrivent le gouvernement, le FIDA et les autres partenaires (organisations de la société civile et cofinanceurs) et de définir le rôle du FIDA ainsi que les possibilités d'alliances stratégiques;
- c) de positionner le FIDA dans le contexte de la politique nationale de réduction de la pauvreté rurale et du débat aux niveaux micro et macro-économique, l'accent étant mis sur l'accès équitable aux moyens de production et sur la mise en place d'un cadre d'action approprié; et d'établir une base pour la concertation avec le gouvernement et les autres parties prenantes. Les COSOP sont liés au processus d'élaboration des DSRP ce qui permet d'obtenir l'adhésion des autorités à la stratégie et aux réformes, condition essentielle de l'efficacité des programmes appuyés par le FIDA dans les pays;

- d) d'élaborer les options des programmes établis pour les différents pays dans le contexte de la stratégie régionale, et de définir un cadre de planification à moyen terme englobant toutes les opérations du FIDA dans chaque pays;
- e) de corrélérer les allocations régionales de prêts (en fonction de scénarios par pays) aux critères de performance, de déterminer dans quelle mesure le cadre politico-institutionnel de chaque pays est propice à la lutte contre la pauvreté, et de définir les transformations institutionnelles qui doivent accompagner l'élaboration du programme pour le pays afin d'assurer l'efficacité de l'appui apporté par le FIDA.

En 2002, le FIDA a élaboré ou mis à jour les COSOP des pays suivants: Comores, Guinée-Bissau, Namibie, Nicaragua, Pakistan, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka et Viet Nam.

# MOBILISATION ET ALLOCATION DES RESSOURCES EN 2002



Le programme de travail du FIDA de 2002 a été approuvé pour un montant de 436,9 millions de USD.

À sa soixante-quatorzième session, le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail de l'année 2002, pour un montant de 436,9 millions de USD, étant entendu que ce programme serait adapté en cours d'année en fonction du produit des placements et des critères régissant l'utilisation du pouvoir d'engagement anticipé adoptés pour 2002, compte tenu de son plafonnement global correspondant à trois annuités de rentrées de prêts. Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé un montant total de 26,7 millions de USD pour le mécanisme de financement du développement des programmes, et de 42,3 millions de USD pour le budget administratif. Le programme de travail, compte tenu des corrections apportées en cours d'année, s'est chiffré en fin d'exercice à 389,8 millions de USD au total, soit un programme de prêts approuvé de 365,9 millions de USD (281,4 millions de DTS à la date d'approbation) et un programme de dons de 23,9 millions de USD.

**Allocation des ressources 2002**  
(montants en millions de USD)

	2002 Chiffre initialement approuvé	2002 Chiffre révisé
Programme de travail	436,9	389,8
Programme de prêts	416,2	365,9
Programme de dons	20,7	23,9
Budget administratif	42,3	42,3
Mécanisme de financement du développement des programmes	26,7	23,2
<b>Total</b>	<b>505,9</b>	<b>455,3</b>



## Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA

La Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA a commencé en février et s'est terminée en décembre par un accord sur un niveau cible de 560 millions de USD pour la période 2004-2006. S'il se concrétise, ce niveau de reconstitution permettra de financer un programme de travail annuel moyen de 475 millions de USD sur l'ensemble de la période considérée. Les contributions annoncées marquent une augmentation générale de 15%, et cette évolution favorable, conjuguée au renforcement des processus internes dans le cadre du Programme de transformation stratégique, place le FIDA en bonne position pour relever les défis qui découleront de son mandat en 2003 et au-delà.

### Fonds supplétifs

Le FIDA gère quatre grandes catégories de ressources supplétives fournies par les États membres: les *dons de cofinancement* destinés à des projets et programmes appuyés par des prêts et des dons du FIDA; les ressources destinées à des *études sectorielles/thématiques* et à des activités d'assistance technique de courte durée; *l'assistance technique*, nécessaire à la conception et à l'exécution de projets et de programmes; et les ressources destinées à des *activités diverses*, telles que des ateliers internationaux ou des conférences régionales.

Le FIDA gère également d'autres ressources supplétives pour le compte du Fonds belge de survie (FBS)<sup>2</sup>; la Coalition internationale pour l'accès à la terre<sup>3</sup>; le Mécanisme mondial<sup>4</sup>; le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)<sup>5</sup>; le Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative en faveur de la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)<sup>6</sup>; et le Programme de cadres associés.

Cette année, les pays qui ont fourni des ressources supplétives au FIDA sont: l'Allemagne, le Canada, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse. Le Canada a décidé d'accorder un don de 500 000 dollars canadiens sur deux ans pour le financement de conseillers techniques qui aideront le FIDA à mettre au point les processus et les outils nécessaires pour mieux définir ses priorités stratégiques, ses objectifs en matière d'impact et les moyens à mettre en œuvre pour leur réalisation. L'Allemagne apportera au total 4,4 millions d'euros (EUR) sur la période 2002-2004 à l'appui de deux projets intitulés: Réduction de l'impact du VIH/sida sur les populations rurales de l'Afrique orientale et australe, et Intégration des femmes en Europe centrale et orientale: une approche communautaire, qui ont reçu respectivement à ce jour 2,1 millions de EUR et 700 000 EUR. L'Italie a fait une contribution de 4,3 millions de USD, dont 737 000 USD ont été affectés à l'emploi de consultants et un montant équivalent à des études sectorielles/thématiques, le reste servant à financer le poste d'un cadre chargé du partenariat de l'Italie avec le FIDA, ainsi que diverses activités liées aux DSRP, un don au Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) en Afrique du Nord pour le développement de l'irrigation participative, un projet d'assistance technique et de formation en R.P.D. de Corée, le Programme d'action visant à aider les projets du FIDA à atteindre les femmes rurales dans les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, et une étude sur les situations postconflituelles. La contribution de 500 000 USD versée

2/ Le Programme conjoint avec le Fonds belge de survie a été créé pour acheminer l'aide au développement fournie par la Belgique. Les opérations de ce fonds, doté initialement de 280 millions de USD, sont coordonnées par le FIDA, en qualité de partenaire et d'agent principal.

3/ Consortium mondial d'organisations de la société civile, d'organisations intergouvernementales et d'organisations gouvernementales qui ont pour objectif de renforcer l'autonomie des ruraux pauvres en améliorant leur accès à la terre et aux autres ressources productives. La Coalition était appelée auparavant Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté.

4/ En 1997, le FIDA a été choisi pour héberger le Mécanisme mondial créé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) afin de mobiliser et acheminer des ressources financières en faveur des pays en développement touchés par la désertification.

5/ Entre 1982 et 1999, le FADES a cofinancé 14 projets (277,4 millions de USD).

6/ Contribution complémentaire des Pays-Bas (15 millions de USD) pour financer les obligations du FIDA au titre de l'Initiative PPTE.

par le Japon a été en partie affectée au financement de l'atelier du FIDA sur l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes rurales pauvres, et à d'autres activités actuellement envisagées. Dans le cadre d'un accord avec les Pays-Bas, quelque 1,2 million de USD sont affectés à l'assistance technique pour la période 2001-2003. De plus, les Pays-Bas ont apporté 150 000 USD environ pour financer le détachement d'un conseiller auprès du FIDA, ainsi que certaines activités liées aux DSRP. Le Portugal a fourni 263 000 USD pour des activités en Amérique latine, au Mozambique et en Angola, tandis que la contribution de la Suisse, d'un montant de 423 564 USD, est actuellement consacrée au Partenariat pour l'efficacité du développement au moyen de l'évaluation. Enfin, les 624 824 USD consentis par le Royaume-Uni servent à financer l'intégration de l'approche axée sur "la durabilité des moyens d'existence" dans les projets du FIDA, moyennant l'organisation d'ateliers de formation en Europe, en Asie et en Amérique latine. Grâce à cet effort, environ 150 consultants et partenaires associés aux projets ont pu se familiariser avec les principes de cette nouvelle approche. Certains d'entre eux ont créé un "groupe virtuel d'usagers" pour transmettre à leur tour ce qu'ils ont appris et montrer comment mettre en pratique ces enseignements dans le cadre des programmes du FIDA. À ce jour, cette approche a été mise en œuvre dans onze projets appuyés par le FIDA.

Le Gouvernement français et le FIDA ont, en décembre 1998, signé une lettre d'accord prévoyant d'allouer environ 250 000 USD au détachement d'un spécialiste de la petite entreprise rurale. L'expert a pris ses fonctions dans le Département gestion des programmes, Division consultative technique, en décembre 1999 pour deux ans. La France a ensuite prolongé ce détachement pour une nouvelle période de deux ans allant jusqu'en 2003. Entre autres tâches, l'expert a apporté une aide précieuse à l'élaboration d'un document d'orientation du FIDA sur l'entreprise rurale.

### **Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**

Le coût total des engagements souscrits par le FIDA dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette, selon ses modalités initiales puis renforcées, est aujourd'hui estimé, en valeur actuelle nette (VAN), à 230 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) (308 millions de USD), ce qui correspond à un coût nominal approximatif de 351 millions de DTS (471 millions de USD). Le FIDA s'est engagé à accorder une remise de dette aux 26 pays qui ont atteint le point de décision fixé dans le cadre de l'Initiative renforcée, à hauteur d'un montant total en VAN d'environ 168 millions de DTS (260 millions de USD). Au 31 décembre 2002, les allègements de dette consentis par le FIDA représentaient quelque 24 millions de USD. Ces allègements ont été financés au moyen des ressources suivantes: 8,8 millions de USD provenant d'une contribution des Pays-Bas, 4,7 millions de USD provenant d'une contribution de l'Allemagne, 1,5 million de USD provenant du produit des placements réalisés dans le cadre du Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE, et 6,7 millions de USD (soit 27%) prélevés sur les ressources propres du FIDA. Une somme d'environ 120 millions de francs belges (3 millions de EUR) a été transférée au FIDA au titre des contributions de la Belgique au Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE administré par la Banque mondiale, et sera affectée à la remise de dette dont va bientôt bénéficier la République démocratique du Congo. Le FIDA devrait également recevoir, au titre d'engagements analogues, l'équivalent de 17 millions de USD de la Suède, de 5,0 millions de USD de la Norvège, de 3,0 millions de USD de la Suisse, ainsi qu'une contribution complémentaire de 3,8 millions de EUR versée par l'Italie.

METTRE LA STRATÉGIE DU FIDA EN PRATIQUE:  
LE PROGRAMME 2002



Le Programme de transformation stratégique appuie la mise en œuvre des orientations stratégiques du FIDA.

### **Le Programme de transformation stratégique**

Avec les stratégies régionales et la sixième reconstitution des ressources, le Programme de transformation stratégique (PTS) est l'un des principaux éléments de la mise en œuvre du cadre stratégique. De par ses objectifs, le cadre stratégique impose au Fonds des obligations de plus en plus lourdes et le PTS joue un rôle important dans les efforts du FIDA pour y faire face avec efficacité et efficience. L'exécution du PTS a commencé en juin 2002 et devrait prendre fin en février 2004. La charte en définit la structure organisationnelle et les modalités de mise en œuvre. Le PTS comporte quatre niveaux de prise de décisions: i) le responsable et le comité de pilotage du programme; ii) l'unité de gestion du programme; iii) le comité de coordination du programme; et iv) les usagers directs des processus, les équipes de projets et les groupes tests. Le PTS est placé sous le parrainage du Président du FIDA, qui personifie la volonté de la haute direction de mener à bien le PTS en s'employant à mobiliser le soutien de tous les services du FIDA et à faciliter les transformations organisationnelles indispensables à la réussite du programme. Le PTS sera exécuté en cinq étapes: i) planification des processus; ii) réalisation; iii) préparation finale; iv) mise en service et appui; et v) période de garantie. C'est le cabinet Cap Gemini Ernst & Young qui a été retenu comme partenaire-conseil d'exécution.

L'étape de planification des processus, qui a débuté en juin, s'est achevée en novembre. Elle a permis de définir dans le détail le profil des nouveaux systèmes applicables à la gestion financière, aux ressources humaines et à l'information de gestion (SIG). Les principaux processus étudiés pour la *gestion financière* concernent la comptabilité, les prêts et dons, les achats et paiements, les voyages et frais de voyage, la gestion de la trésorerie, les contributions, le budget et les états de paie; pour la *gestion des ressources humaines*, il s'agit des domaines suivants: effectifs, administration, recrutement, amélioration de l'organisation et perfectionnement du personnel, et états de paie. En matière de *SIG*, les travaux ont porté sur la définition de l'architecture des technologies de l'information (TI) nécessaires pour appuyer l'introduction du logiciel PeopleSoft, ainsi que sur le perfectionnement d'une stratégie globale de TI et les modifications initiales à apporter en conséquence aux structures de TI du Fonds. Le PTS a aussi contribué à la conception du nouveau *processus de planification stratégique et de budgétisation* pour le programme de travail pour 2003, ainsi qu'à l'élaboration des principes directeurs pour le Mécanisme de financement du développement des programmes, qui seront pleinement appliqués en 2003. Les fonctions de *gestion des savoirs* feront partie intégrante des plans de travail annuels des divisions et départements et seront corrélées au cadre stratégique du FIDA pour faire en sorte qu'elles contribuent à renforcer l'impact des activités du Fonds sur le terrain. Enfin, le PTS s'est penché sur les questions intéressant la gestion du changement et les risques liés à ses travaux.

### Concertation et partenariat

Le FIDA a pour mission de réaliser le plus fort impact possible en œuvrant pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté. Le Fonds cherche à maximiser l'impact direct de ses programmes en s'attaquant aux facteurs déterminants de la pauvreté et en élargissant les effets catalytiques de ses activités, notamment par une vaste initiative de concertation et de partenariat.

En partenariat avec les organismes intergouvernementaux et avec le système des Nations Unies, le FIDA a participé aux trois grandes conférences internationales de 2002 consacrées au développement: la *Conférence internationale sur le financement du développement*, le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* et le *Sommet mondial sur le développement durable*. Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey, au Mexique, du 18 au 22 mars, le Fonds a souligné que les pauvres et les populations touchées par l'insécurité alimentaire vivent pour la plupart en milieu rural. Il a appelé à accroître l'aide publique au développement pour investir davantage dans le développement agricole et rural durable afin d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire. Le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) se sont employés de concert à arrêter dans le contexte de la Conférence un ordre du jour commun pour ce qui est de la faim, de la sécurité alimentaire et de la pauvreté rurale, ayant constaté que les documents préparatoires n'accordaient que peu d'attention au financement multilatéral de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

S'agissant du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, tenu à Rome (Italie) du 10 au 13 juin, le FIDA a présidé le groupe préparatoire d'experts de haut niveau parrainé par la FAO – représentant les institutions internationales qui s'occupent de financement, d'assistance technique et d'aide alimentaire – chargé de la mobilisation des ressources en faveur de l'agriculture et du développement rural. Le Sommet a permis par la suite de mettre en évidence deux contraintes majeures: l'absence de volonté politique et le manque de ressources.

En ce qui concerne le Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre, le FIDA a joué un rôle actif dans les travaux préparatoires et était représenté aux diverses réunions du comité préparatoire, y compris à sa quatrième et dernière session, tenue à Bali (Indonésie) du 28 mai au 7 juin. Le Président du FIDA a conduit la délégation qui a pris part aux négociations finales sur le Plan d'action du Sommet et dans son discours en séance plénière a instamment prié les délégations à traduire les concepts de la conférence de Rio de 1992, les engagements pris au Sommet du Millénaire et les ressources promises à Monterrey en programmes concrets de développement durable pour les centaines de millions de pauvres laissés de côté depuis trop longtemps. Dans ses communications au Sommet, le Fonds a insisté sur: i) son expérience dans la mise en œuvre du programme défini dans Action 21 (arrêté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro, Brésil); ii) l'importance de l'agriculture et du développement rural dans les programmes d'éradication de la pauvreté; iii) les besoins des ruraux pauvres des régions dégradées et à faible potentiel, notamment en matière de développement durable, élément qui améliore leurs droits aux ressources; iv) le rôle des femmes en tant que moteur du changement; et v) les peuples autochtones en tant que gardiens de l'environnement et prestataires de services environnementaux.

Le FIDA a fait part de son expérience dans le contexte d'Action 21 en organisant deux grandes initiatives lors du Sommet. La première visait à faire connaître le rapport du Fonds intitulé *Les ruraux pauvres – survivre ou mieux vivre* et la seconde avait pour thème “les peuples autochtones: affirmer la diversité pour promouvoir le développement durable”. Le premier document met en lumière les éléments essentiels pour autonomiser les petits exploitants et les éleveurs et surtout les femmes rurales pauvres, afin d'en faire les agents du changement et les défenseurs de la base des ressources naturelles dont ils tirent leur subsistance. Le second montre comment les peuples autochtones jouent souvent un rôle capital dans le développement durable par leur gestion prudente des ressources naturelles et de la biodiversité et par leur diversité culturelle d'une très grande richesse. Le FIDA a aussi organisé une exposition pour illustrer les meilleures pratiques applicables au développement durable. À cette occasion, un des bénéficiaires d'un projet au Kenya a exposé comment le FIDA avait appuyé l'introduction de la sériciculture en Afrique et l'impact de cette innovation sur les moyens de subsistance.

Les activités conjointes menées dans le cadre de l'*Initiative de partenariat rural Banque mondiale-FIDA* comprennent aujourd'hui le cofinancement de projets, une aide à la préparation des DSRP, diverses études thématiques et la défense du développement rural à l'échelle mondiale. Avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres institutions bilatérales et multilatérales, le nouveau partenariat pour éliminer la pauvreté rurale a été mis en place en Amérique latine et dans les Caraïbes. La collaboration avec la FAO et le PAM porte sur l'échange d'informations concernant l'élaboration de programmes, la programmation conjointe de projets et le recours au personnel national selon une formule de partage des coûts.

Le FIDA a pris une part active à la consultation semestrielle entre le *Système des Nations Unies* et l'*Organisation de la Conférence islamique (OCI)* qui s'est tenue du 9 au 11 juillet à Vienne (Autriche). Le Fonds coopère de longue date et fructueusement avec les pays membres de l'OCI, qui sont pour lui à la fois d'importants

bailleurs de fonds et aussi des bénéficiaires de son assistance, ainsi qu'avec la Banque islamique de développement (BIsD), qui se rattache à l'OCI. Le rapport final de la consultation de Vienne fait état du rôle important du FIDA et de sa contribution aux efforts mondiaux pour faire reculer la pauvreté, ainsi que de la nécessité de trouver des ressources supplémentaires pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire; il indique que le Secrétariat général de l'OCI portera la question de la reconstitution des ressources du FIDA à l'attention de la prochaine Conférence au Sommet des rois et chefs d'État de l'OCI qui doit se tenir en Malaisie en 2003 et précise que le FIDA sera invité à y participer.

Suite à la décision prise l'an dernier par le *Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)* de faire du FIDA un agent d'exécution du FEM, le FIDA a participé à divers forums parrainés par le FEM, notamment à la réunion du groupe d'experts de haut niveau sur la dégradation des terres et la sécurité alimentaire qui s'est tenue à New York (États-Unis) en mars; il a accueilli un atelier de familiarisation sur le rôle du FEM à Rome (Italie) les 19 et 20 avril et il a assisté régulièrement aux réunions du conseil en qualité d'observateur. En octobre, le FIDA a pris part à la table ronde ministérielle tenue à Beijing (Chine) pendant l'Assemblée du FEM et le Président y a prononcé une allocution. La collaboration du FIDA avec le FEM est centrée sur la dégradation des terres et l'aide aux pays touchés pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs obligations dans le contexte de la *Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD)*.

Le FIDA a participé à la première session du *Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la CLD (CRIC)* à Rome (en Italie) du 11 au 20 novembre, et était membre du groupe de débat interactif mondial qui s'était réuni dans le cadre de la session du Comité. Le FIDA estime que la Convention joue un rôle important dans la mise en valeur durable et cohérente des terres arides, où vivent bon nombre des pauvres du monde et à laquelle le Fonds a apporté plus de 3,5 milliards de USD. En tant qu'hôte du Mécanisme mondial, créé pour mobiliser les ressources nécessaires à l'application de la Convention, le FIDA aide le Mécanisme mondial à s'acquitter de ses fonctions dans le cadre de son propre mandat et de ses politiques. De son côté, le Mécanisme mondial collabore activement avec le FIDA pour intégrer les objectifs de la Convention dans le programme d'opérations du Fonds.

Les liens du FIDA avec le *Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)* se sont resserrés, à l'occasion de visites réciproques ayant pour objet d'examiner les relations bilatérales et d'explorer les possibilités de financement conjoint. Le Conseil des gouverneurs a également donné l'occasion au Président du FIDA et au Directeur général du Fonds de l'OPEP d'étudier les moyens de renforcer encore le partenariat entre les deux institutions.

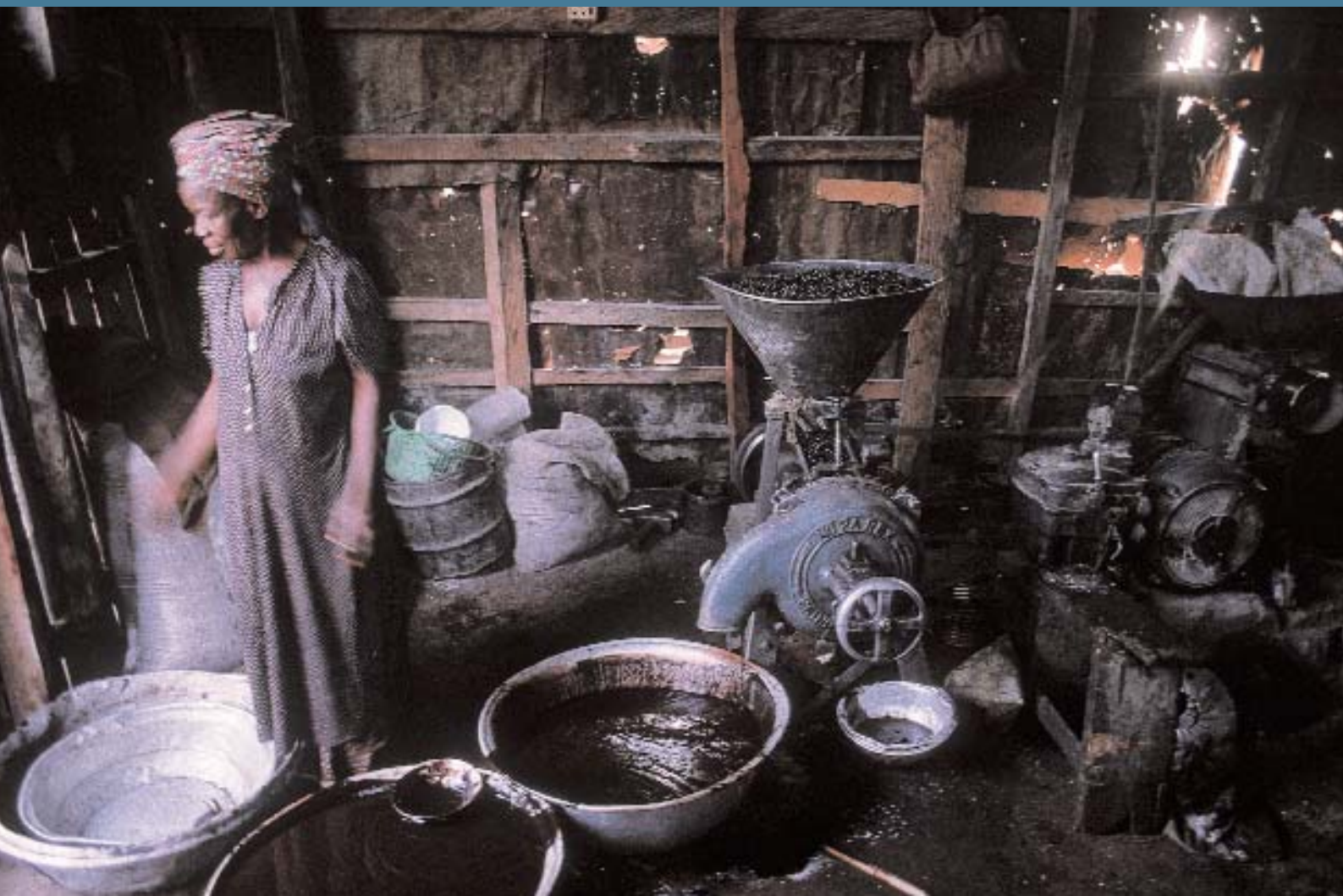
Le FIDA a pris part au *débat de haut niveau du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (ECOSOC)* tenu à New York en juillet sur le thème de la mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de sa contribution au développement. Le Fonds avait aussi été associé aux travaux préparatoires de l'ECOSOC avec d'autres organismes des Nations Unies sur les sous-thèmes santé et développement, éducation et développement, et mise en valeur des ressources humaines.

Le Président a participé à la réunion semestrielle du *Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination* – anciennement Comité administratif de coordination – qui s'est tenue au siège de la FAO à Rome les 10 et 11 avril et à New York le 8 novembre. Présidé par le Secrétaire général de l'ONU, le Conseil regroupe les chefs de secrétariat de toutes les institutions des Nations Unies en vue de renforcer la coordination et la coopération.

## Partenariat avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

En 2002, le Programme de coopération élargie FIDA/ONG a alloué des financements directs sous forme de dons à 30 organisations non gouvernementales (ONG) pour un montant total de 2,5 millions de USD.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA et les ONG ont travaillé de concert pour renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations afin qu'ils puissent: i) décider des plans de développement villageois et les formuler; ii) réaliser et gérer ces plans; et iii) suivre leur avancement selon une démarche participative. Un certain nombre d'ONG sont devenues les partenaires d'exécution du Fonds là où les pouvoirs publics manquaient sérieusement de moyens, comme c'était le cas au Tchad. Elles ont aussi été des partenaires très précieux au niveau national dans le cadre de programmes régionaux réalisés par des centres de recherche: l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) pour le développement de la riziculture pluviale en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée; l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) pour le développement du niébé au Bénin, au Burkina Faso et au Niger; et le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) pour la domestication arboricole au Cameroun et au Nigéria. Bon nombre d'ONG ont contribué au réseau FIDAFRIQUE qui recense et fait connaître les meilleures pratiques en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale. En particulier, les ONG sont intervenues dans l'animation de débats électroniques, la production et la diffusion d'informations, et l'organisation d'ateliers de formation.





En Afrique orientale et australe, les ONG ont joué un rôle capital dans l'établissement de liens efficaces entre les producteurs ruraux pauvres et les marchés, ce qui est un objectif clé de la stratégie de développement du FIDA dans la région. Ainsi, au Zimbabwe, une ONG internationale (Cooperative League of the United States) et une ONG nationale (Southern Alliance for Indigenous Resources) ont commencé à mettre en œuvre le programme pilote de liaisons commerciales, qui organise les producteurs en groupes pour les mettre ensuite en contact avec des entreprises agroalimentaires. Les liens établis avec le Groupe Cairns, par exemple, ont ouvert aux producteurs l'accès aux variétés commerciales et aux paquets d'intrants utilisés habituellement par les grandes exploitations commerciales. Les rendements ont de la sorte été multipliés par trois, quatre et même six. En outre, comme les prix contractuels intègrent les intrants améliorés, les méthodes de culture, la formation et le contrôle de qualité, les prix ont sensiblement augmenté, passant par exemple de 20 à 30 dollars zimbabwéens au kg pour les tomates. Dans les groupes constitués jusqu'ici, 63% des membres sont des femmes.

En Asie et dans le Pacifique, les partenariats avec les ONG ont été élargis et le nombre d'ONG associées aux projets financés par des prêts a sensiblement augmenté, spécialement pour ceux dont la conception et la réalisation font appel à la mobilisation sociale. Grâce à la participation fructueuse des ONG aux projets financés par des prêts aussi bien que par des dons en Asie, les gouvernements de la région reconnaissent à présent le rôle important que peuvent jouer les organisations de la société civile dans le processus de développement. Alors que les partenariats avec les ONG existent de longue date dans certains pays comme le Bangladesh, l'Indonésie, le Népal, les Philippines et le Sri Lanka, ceux établis plus récemment dans des pays tels que la Mongolie et le Viet Nam sont désormais fermement implantés et ont utilement contribué à introduire des modes de conception et de mise en œuvre participatifs.

En Amérique latine et aux Caraïbes, le rôle des ONG et des institutions de base dans les programmes et projets appuyés par le FIDA a été amplifié pour englober la formation de capital social au niveau local afin que les ruraux pauvres puissent prendre la direction du processus de développement et d'une transformation durable de la société en milieu rural. On a veillé tout spécialement à cibler les femmes et les populations autochtones, qui sont les groupes les plus chroniquement démunis et marginalisés de la région. Au Brésil, dans le cadre du projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est, un mouvement de travailleuses rurales, qui réunit 900 organisations de base, s'emploie à mobiliser les femmes pour qu'elles obtiennent des titres de propriété en bonne et due forme qui leur permettraient d'exercer tous leurs droits civiques et d'occuper ainsi une plus large place dans les structures locales du pouvoir. Sur les hauts plateaux du Pérou, dans le cadre du projet de gestion des ressources naturelles dans la sierra méridionale, le Centro de Investigación y Desarrollo Campesino (CIDCA) aide les communautés autochtones à s'organiser pour décider collectivement des activités de développement communautaire et les réaliser en commun. Ce qui a fortement contribué au succès de ces activités, c'est la connaissance que possède le CIDCA des modes de vie des communautés autochtones et son aptitude à parler leur langue.

En Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants, la collaboration avec les ONG est centrée sur le renforcement des capacités locales, le remplacement des services publics qui ont été fortement réduits et les besoins urgents du secteur de la petite exploitation récemment privatisé. On a donné la priorité à la promotion d'organisations de base bien structurées dans les zones montagneuses reculées et à la mise en place de mécanismes d'épargne et de crédit autonomes et viables à l'échelon local. Ainsi, le Groupe suisse pour les régions montagneuses a créé le réseau montagneux du Caucase en Azerbaïdjan et en Géorgie pour s'attaquer aux contraintes d'ordre politique, technique, social et institutionnel qui ont entravé le développement des communautés de montagne. En Arménie, les ONG locales ont constitué des groupes d'action civique pour promouvoir le développement économique des régions montagneuses pauvres. En Albanie, le programme d'épargne, de crédit et d'investissement dans les régions montagneuses du nord-est a été lancé afin d'évaluer les besoins financiers des groupes cibles du FIDA.

Étant donné la présence réduite de réseaux bancaires dans les zones rurales du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, un des grands domaines de collaboration entre le FIDA et les ONG en 2002 a été le développement communautaire en vue d'assurer la gestion et l'utilisation efficaces du microcrédit, en privilégiant les besoins des femmes rurales. Ces activités ont été encouragées par des ONG à Djibouti, en Égypte, à Gaza et en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban, au Maroc et au Yémen. C'est ainsi que le FIDA et l'Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles (AAAID) ont conclu un mémorandum d'accord sur le financement d'activités agroalimentaires du secteur privé qui viennent se greffer sur des projets financés par le FIDA. Ce partenariat a permis de cofinancer le développement de microentreprises à Gaza et en Cisjordanie.

Par-delà les projets et programmes, le FIDA a collaboré avec des ONG pour mettre à profit leur expérience et avoir leur avis sur ses propres politiques et stratégies de réduction de la pauvreté rurale. On citera à titre d'exemple la Consultation FIDA/ONG sur le rôle de la société civile dans le développement rural et le recul de la pauvreté en Afrique orientale et australe, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 6 au 9 mai, avec la participation de 80 représentants d'organismes régionaux et internationaux, d'institutions des Nations Unies, de gouvernements et d'ONG. Les participants ont fait part de leur expérience sur le terrain concernant les réalisations, les blocages, les enseignements tirés et les problèmes à résoudre dans les domaines suivants: i) systèmes de commercialisation équitables et efficaces; ii) systèmes et produits financiers ruraux adaptés aux pauvres; iii) accès aux ressources productives, en particulier à la terre et à l'eau; iv) systèmes d'information et technologie; v) incidences du VIH/sida sur la réduction de la pauvreté; et vi) impératifs d'ordre politique et institutionnel, y compris la préparation des DSRP. De son côté, la Division Proche-Orient et Afrique du Nord a organisé au Liban un atelier afin de confirmer la validité de sa stratégie pour la région avec les ONG partenaires.

### Programme conjoint du Fonds belge de survie

Le Programme conjoint du Fonds belge de survie (PC-FBS) est entré dans sa deuxième phase, qui porte sur la période 2001-2011. Par ses investissements sociaux dans les soins de santé primaires, la nutrition, l'assainissement, l'approvisionnement en eau à usage domestique et le renforcement des capacités, il complète et renforce l'impact de l'appui du FIDA aux aspects institutionnels et économiques du développement agricole et économique. Le PC-FBS a financé, sous forme de dons représentant au total 127,8 millions de USD, 34 projets dans les pays suivants: Angola, Burkina Faso, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie du nord-ouest (Somaliland) et Tchad.

Au cours de l'année, le cofinancement par le FBS à hauteur de 3,5 millions de USD du *projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka* en Érythrée a été approuvé par le Gouvernement belge. Le soutien du PC-FBS aux activités communautaires de santé et à l'approvisionnement en eau potable concernera les zones de la région de Gash Barka dans lesquelles le FIDA financera des activités de développement de l'élevage et de l'agriculture, et les deux organisations vont participer au renforcement des capacités administratives. Dans cette région, les moyens d'existence sont fragilisés par la précarité des conditions de production, du fait que les précipitations sont faibles et irrégulières, et par les risques de maladie, notamment paludisme, tuberculose, diarrhée et problèmes de santé maternelle et infantile.

Au Niger, le *projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié*, approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre, comprend une composante soins de santé primaires à assise communautaire financée par le FBS pour améliorer l'état de santé des populations cibles. La proposition de cofinancement par le FBS a été soumise pour approbation au Gouvernement belge. Le projet appuiera des initiatives et innovations locales et renforcera les capacités des services locaux.

Un programme à réaliser en commun a été formulé par le PC-FBS et la *Coalition internationale pour l'accès à la terre* (appelée auparavant Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté). Son objectif est d'apporter un soutien aux gouvernements du Niger et de l'Ouganda ainsi qu'aux propres programmes du FIDA afin de remplacer au maximum l'impact sur les ruraux pauvres en leur donnant les moyens de se libérer de la pauvreté. Les questions foncières, d'une importance capitale, figurent en bonne place.

Sur le plan de l'évaluation, il ressort de l'évaluation intérimaire du *projet de développement agricole des ouadis du Kanem* au Tchad que la composante sociosanitaire financée par le FBS avait permis d'améliorer l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 17 mois dans les villages particulièrement défavorisés, d'approvisionner 5 800 ménages en eau potable et de dispenser des soins de santé primaires à 180 000 personnes.

Le PC-FBS a procédé à une évaluation détaillée de la deuxième phase du Kenya Women's Finance Trust (KWFT). Il apparaît clairement que, dans les sociétés où les systèmes formels de crédit public se désintéressent des femmes ayant peu de revenus, les opérations de microfinancement reposant sur des ONG peuvent nettement améliorer leurs conditions de vie, et ce avec de bonnes perspectives de pérennité financière et institutionnelle et d'autosuffisance. Pour consolider les acquis de cette deuxième phase, ainsi qu'élargir le réseau du KWFT et mettre en place de meilleurs systèmes de gestion, on a élaboré une proposition portant sur une troisième phase pour un montant de 1,7 million de USD.

L'évaluation du *projet d'appui aux groupes féminins du Nord Kivu* en République démocratique du Congo a donné l'occasion unique de réfléchir en commun à la façon de passer du redressement pendant et après une crise au développement à long terme et d'en tirer des enseignements. L'exécution du projet, qui visait à réduire la pauvreté rurale en améliorant la sécurité alimentaire, les revenus des ménages et l'autonomisation des groupes féminins, a été compromise par l'instabilité politique et les difficultés dans le pays ainsi que par le manque de sécurité aux plans social et politique dans la Région du Kivu.

L'évaluation du *programme de gestion agricole et environnementale dans la région de la Kagera* (KAEMP) en République-Unie de Tanzanie s'est attachée à déterminer l'impact du projet sur la sécurité alimentaire des ménages, le développement social, la gestion de l'environnement et la capacité institutionnelle des services administratifs du district. Ce projet visait à soutenir le redressement de la région de la Kagera, qui a connu un afflux de réfugiés alors même qu'elle enregistrait une baisse durable de la productivité agricole.

Une délégation de parlementaires belges, accompagnée par le Secrétaire d'État belge à la coopération au développement, s'est rendue sur le site du programme KAEMP. Ils ont été dans l'ensemble impressionnés par les résultats obtenus, tout en demandant, à titre de mesures supplémentaires, que les interventions du FIDA et du FBS soient intégrées aux plans nationaux, régionaux et locaux de développement afin d'éviter les cloisonnements et les doubles emplois; que le personnel des services publics locaux bénéficie d'une formation pour améliorer l'utilité et l'efficacité du programme; qu'on veille à la coordination entre les parties prenantes; que les hommes et les femmes soient représentés de manière équilibrée dans les structures de décision; que le VIH/sida soit pris en compte en tant que problème intersectoriel; et que le FBS soit mieux connu du public belge, en diffusant plus largement les résultats obtenus et les enseignements tirés et en appliquant systématiquement ceux-ci. Le Président du FIDA a pu voir concrètement comment se déroulaient les opérations du PC-FBS lorsqu'il s'est rendu en mai sur le site du *projet relatif à des initiatives paysannes dans la région de Mara*, en Tanzanie, dans le cadre de l'*Atelier régional sur la réduction de la pauvreté et la croissance rurale en Afrique orientale et australe* organisé par le FIDA à Dar-es-Salaam.

S'agissant du *projet de développement dans la zone lacustre – Phase II* au Mali, une mission d'examen conjointe FIDA/FBS/Banque ouest-africaine de développement (BOAD)/Centre d'investissement de la FAO a procédé à l'élaboration d'une stratégie d'avenir à partir des enseignements tirés.

Comme les années précédentes, le PC-FBS a participé à la session annuelle du groupe de travail FBS, centrée en 2002 sur la participation et le ciblage, et précédée de consultations techniques d'une journée entre plusieurs partenaires du FBS. Ces réunions régulières facilitent la collaboration et la concertation entre organisations multilatérales, ONG, la Coopération technique belge et la Direction générale de la coopération internationale. Dans ce même esprit de partenariat étroit et de consultations régulières, et en collaboration avec le Gouvernement belge, le FIDA et le FBS ont organisé le 17 septembre à Bruxelles un séminaire sur la pauvreté rurale, intitulé *Mettre à profit les synergies FIDA/FBS*. Réunissant de nombreux partenaires issus d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que d'universités, le séminaire a porté sur les thèmes suivants: atteindre les objectifs globaux de réduction de la pauvreté, comme ceux des objectifs de développement pour le Millénaire, accroître l'efficacité des organismes de développement en améliorant les méthodes de suivi et d'évaluation (S&E), et mobiliser le financement du développement.

La sensibilisation du grand public aux activités PC-FBS a été renforcée en 2002 par la diffusion dans toute l'Europe du film *ABC Africa*, consacré au *Programme de développement de l'UWESO (Ugandan Women's Effort to Save Orphans)* financé par le FBS en Ouganda. Réalisé par le cinéaste iranien de renommée internationale Abbas Kiarostami, qui s'était rendu en avril 2000 en Ouganda à l'invitation du FIDA et du FBS, ce documentaire a été projeté au 54<sup>e</sup> Festival de Cannes dans la catégorie des films hors compétition. Il rend compte de la vie et des espoirs des milliers d'orphelins du sida, témoignant du courage de l'Afrique face à la souffrance et à la maladie.



Enfin, on s'est particulièrement efforcé pendant l'année à consolider et renforcer les méthodes de suivi et d'évaluation ainsi que la suite donnée à l'exécution, en s'attachant tout particulièrement au cadre logique en tant qu'instrument clé de gestion des projets et à l'introduction d'indicateurs de la malnutrition. Ces méthodes ont été appliquées en 2002 au *projet de développement rural dans le Sud-Ouest* au Burkina Faso, au *projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est* en Érythrée, au *programme d'appui à l'aménagement des districts* en Ouganda et au *programme de développement communautaire intégré du Nord-Ouest* en Somalie.

### **Coalition internationale pour l'accès à la terre**

La *Coalition internationale pour l'accès à la terre* – appelée auparavant la *Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté* – est un consortium mondial qui regroupe des organisations intergouvernementales et gouvernementales et des organisations de la société civile. Installée au FIDA, elle travaille avec les ruraux pauvres pour leur faciliter l'accès aux ressources naturelles et en particulier à la terre et pour leur permettre de participer directement à la prise de décisions aux niveaux local, régional et international. La Coalition soutient actuellement cinq programmes: le réseau des connaissances sur la réforme agraire, ou ARnet, le mécanisme d'autonomisation des communautés, le programme d'accès des femmes aux ressources, l'initiative vers une plate-forme commune pour l'accès à la terre et les alliances foncières en vue du développement national, ou partenariats LAND.

En 2002, ARnet a recentré son action sur ses deux composantes distinctes: les connaissances et les réseaux. Le programme concernant les connaissances recueille auprès des organisations de la société civile les fruits de l'expérience et les méthodes qui ont fait leurs preuves afin d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à la terre et aux ressources. Le programme de soutien aux réseaux étend ou consolide les réseaux des organisations de la société civile pour les aider à s'entendre sur un programme commun, à mettre en œuvre des plans d'action conjoints, à nouer un dialogue, à influencer sur la formulation des politiques et la prise de décisions locales et à éduquer les communautés en les informant sur les problèmes qui les intéressent. Au cours de l'année, ARnet a réussi à renforcer les droits reconnus par la loi des communautés marginales du Bangladesh, de Bolivie et de l'Équateur, à créer au Cameroun une association nationale de défense des droits fonciers des petits exploitants, à faire connaître leurs droits fonciers à des groupes marginalisés en Inde et au Mozambique, à établir des bases de données et d'autres moyens sur Internet en Indonésie et au Pérou pour donner plus de poids aux revendications foncières des communautés, à mettre au point des méthodes pour évaluer la pérennité des institutions communautaires au Népal et à utiliser les médias aux Philippines pour appeler avec force l'attention sur les revendications foncières des communautés.

Le *mécanisme d'autonomisation des communautés* renforce les capacités des ruraux pauvres et des institutions qui les représentent pour négocier le droit d'accès à la terre et aux facteurs de production connexes et pour résoudre les conflits dont ils sont l'enjeu. En 2002, il a soutenu en Albanie l'action de communautés qui voulaient obtenir l'accès aux forêts domaniales comme le prévoit la récente loi foncière, élaboré un plan pour améliorer les moyens de subsistance des populations autochtones grâce à la gestion durable des terres et des forêts en Bolivie, aidé les populations autochtones du Guatemala à résoudre un différend foncier dans le cadre de l'accord de paix, fourni un soutien technique aux pêcheurs de l'Uttar Pradesh en Inde pour les aider à conserver la maîtrise de leurs zones de pêche, renforcé les moyens d'action des groupes féminins au Malawi afin qu'ils aient accès à la terre et aux marchés, soutenu une campagne nationale des organisations de la société civile aux Philippines pour agir sur le programme global de réforme agraire, sensibilisé les dirigeants agricoles de l'Ouganda aux dispositions de la loi foncière de 1998 et organisé des projets pilotes au Zimbabwe pour améliorer la productivité agricole et l'environnement dans les zones de réinstallation.

Le *programme d'accès des femmes aux ressources* fait mieux comprendre dans le monde la nécessité d'améliorer les droits des femmes aux ressources. Il recourt à de petits ateliers villageois pour rassembler et faire connaître les savoirs, l'expérience et les vues des femmes rurales pauvres sur l'importance de la terre et les obstacles ou habitudes sociales qui les empêchent d'y avoir accès et font qu'elles sont plus démunies encore lorsque leur situation familiale change. En 2002, des ateliers ont été organisés au Cambodge, en Inde, en Indonésie et au Népal.

Cette année, une autre initiative de la Coalition, *vers une plate-forme commune pour l'accès à la terre*, a également bénéficié d'un large soutien, ce qui prouve que l'on reconnaît de plus en plus la nécessité de répondre aux besoins des ménages ruraux pauvres quant à l'accès à la terre et aux autres ressources. C'est aussi un instrument utile aux pouvoirs publics pour la formulation de leurs politiques et des programmes fonciers d'accompagnement.

Les Gouvernements indonésien et philippin ont été les premiers à annoncer leur intention d'établir des *partenariats LAND* pour faciliter la collaboration entre l'État, la société civile et les acteurs bilatéraux et internationaux en vue d'améliorer la formulation des politiques, d'entreprendre des programmes d'action conjoints et d'offrir un cadre pour la solution des différends fonciers.

À la fin de 2002, deux projets ont vu le jour, l'un pour le Niger et l'autre pour l'Ouganda, dans le cadre de l'accord de principe du PC-FBS, du FIDA et de la Coalition populaire de travailler ensemble dans deux pays africains.

### Le Mécanisme mondial

Hébergé par le FIDA, le Mécanisme mondial a été créé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) pour promouvoir des partenariats en vue de mobiliser des ressources techniques et financières pour lutter contre la dégradation des terres et la pauvreté et de les affecter de façon rationnelle. Il aide les États parties à la Convention à en assurer l'application en apportant un soutien à la programmation des mesures concrètes, aux activités habilitantes, aux initiatives stratégiques, aux services d'information et à la constitution de partenariats.

En 2002, un certain nombre de pays et de sous-régions ont bénéficié de l'assistance technique et/ou financière du Mécanisme mondial à l'appui de leurs programmes d'action nationaux (PAN), à savoir: l'Algérie, le Brésil, le Burkina Faso, le Cambodge, le Chili, la Chine, la Colombie, El Salvador, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Népal, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la République dominicaine, le Sri Lanka, le Tadjikistan, la Tunisie, le Turkménistan et le Viet Nam. Cette assistance a facilité la formulation ou l'exécution de PAN ou de programmes d'action sous-régionaux en Afrique, en Asie centrale et occidentale ainsi qu'en Amérique latine pour le Puna et le Gran Chaco Americano.

Le Mécanisme mondial a pris part à plusieurs activités d'aide à la société civile par le biais de son programme d'échange et de formation communautaire: appui à la Société pour la préservation et la protection de l'environnement (SCOPE) pour l'élaboration et la mise au point de la composante SCOPE du nouveau projet WWF/SCOPE/FEM pour la préservation de la biodiversité des zones arides protégées au Pakistan, qui privilégiera dans un premier temps la mobilisation communautaire et le renforcement des capacités pour faire face à la sécheresse et à la désertification; promotion d'opérations conjointes entre le Mécanisme mondial et l'Organisation des États américains pour la protection des ressources naturelles et le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes; enfin, aide à l'Office intergouvernemental pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) en vue de l'organisation d'un atelier sur le partenariat et du renforcement des capacités aux fins de la lutte contre la dégradation des terres et la pauvreté en Afrique orientale et australe.

Dans le cadre de ses initiatives stratégiques, le Mécanisme mondial a exploré des méthodes novatrices pour financer la Convention, notamment en formulant un projet de gestion des terres arides au Kazakhstan en collaboration étroite avec le FIDA et la Banque mondiale, en aidant le Gouvernement brésilien, de concert avec le FIDA, à mettre au point un élément FEM lié au projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est, financé par le FIDA, et en encourageant la participation active d'autres partenaires de développement à un plan stratégique de développement durable du plateau du Fouta Djallon en Afrique de l'Ouest.

L'une des principales fonctions du Mécanisme mondial est de recueillir et diffuser l'information sur l'offre, la demande et les flux de financement pour lutter contre la désertification et la sécheresse. En 2002, il a entrepris une analyse technique détaillée des spécifications fonctionnelles et techniques de la version en ligne de son moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des sols (FIELD), ouvrant ainsi la voie à une sérieuse remise à niveau du système qui permettra au Mécanisme mondial de mieux répondre aux besoins nouveaux et accrus des Parties à la Convention. Cette remise à niveau comprendra le renforcement de la fonction de recherche, l'amélioration de l'interface graphique, l'adjonction de renvois croisés entre documents et sujets connexes, la rationalisation plus poussée de la saisie des données et la promotion de FIELD auprès des groupes intéressés dans le monde entier.



## Soutien technique

Les dons pour la recherche accordés par le FIDA en 2002 ont servi à financer des *partenariats en recherche adaptative* destinés à renforcer le plus possible l'impact sur le développement en adaptant les technologies disponibles aux besoins des bénéficiaires du Fonds ou en menant des travaux de recherche adaptative et de recherche-action technologique agissant directement sur leurs moyens de subsistance. L'évaluation faite cette année du portefeuille de dons du FIDA en faveur de la recherche incite à renforcer ces liens de façon pragmatique, en particulier lorsque la recherche peut être le catalyseur de nouveaux projets. Le cadre stratégique met l'accent sur l'accès des bénéficiaires à la technologie pertinente. L'expérience du FIDA montre que le meilleur moyen d'atteindre cet objectif est de nouer des liens entre les centres régionaux et internationaux de recherche agricole et les institutions locales capables de mener des recherches avec la participation des agriculteurs. En outre, les fiches de conseils techniques du FIDA renseignent sur les techniques reproductibles et conformes aux bonnes pratiques, que les pauvres peuvent aisément appliquer.

Le FIDA continue de présider le Groupe de soutien du Forum mondial sur la recherche agronomique (GFAR) que le Fonds a contribué à créer en 1996. Cet organe réunit les acteurs de la recherche agronomique du monde entier appartenant à sept secteurs importants: les systèmes nationaux de recherche agricole des pays en développement, les instituts supérieurs de recherche/universités, les ONG, les organisations paysannes, le secteur privé, les centres internationaux de recherche agricole et la communauté des bailleurs de fonds. En 2002, le Fonds a contribué à axer le programme du GFAR sur une agriculture faisant appel aux savoirs qui soit accessible aux petits paysans pauvres, et il a mobilisé à cette fin un soutien considérable auprès des bailleurs de fonds internationaux. Enfin, le FIDA, qui parraine avec la Banque mondiale, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), a pris la vice-présidence de son comité des finances en septembre. Le GCRAI lance actuellement d'ambitieux programmes pour "mobiliser les synergies à l'échelle du système et élargir la gamme des partenariats extérieurs".

S'agissant du *financement rural* en faveur des pauvres, le FIDA a entrepris pendant l'année des travaux sur les orientations politiques et une action normative, pris des mesures pour atteindre les pauvres et mis au point un programme d'apprentissage. Concernant les travaux sur les orientations politiques et l'action normative, un ensemble d'*Outils de décision en matière de financement rural*, présenté au Conseil d'administration en décembre, donne des conseils pratiques aux chargés de portefeuille de pays, aux consultants et au personnel des projets. Le FIDA a aussi participé à un *examen collégial entre donateurs* destiné à améliorer l'efficacité de leurs politiques et pratiques de microfinancement. Dans le cadre des mesures visant à atteindre les pauvres, le FIDA et le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) ont mis sur pied en novembre le *Pro-Poor Rural Finance Innovation Challenge (Défi à l'innovation financière au service des ruraux pauvres)* lors du Sommet du microcrédit à New York. Moyennant des dons d'un montant modeste (50 000 USD au maximum par don), il s'agira de financer des innovations prometteuses proposées par des institutions de financement rural pour étendre leurs services aux plus démunis et aux groupes marginalisés, tout en visant la pérennité.

Le FIDA s'est lancé par ailleurs dans un programme de recherche-action sur le *microfinancement de l'agriculture*, dans le cadre d'un don d'assistance technique du GCAP. Élaboré par le FIDA avec le GCAP et le groupe CERISE établi en France, ce programme vise à repérer et encourager les expériences pilotes de financement rural qui ont réussi à mettre en place des services financiers liés aux cycles de culture. Le FIDA a également approuvé un financement pour expérimenter, puis diffuser, deux

instruments qui doivent aider les institutions financières multilatérales à mieux évaluer leur aptitude à atteindre les pauvres, à savoir l'*outil d'évaluation de la pauvreté* du GCAP et les *instruments de ciblage* simples recommandés lors du Sommet du micro-crédit. En ce qui concerne le programme d'apprentissage, le FIDA a organisé en juin un atelier avec l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et le GCAP sur les *modèles de groupes d'auto-assistance* et, en septembre, une conférence sur les *associations de producteurs et les mouvements coopératifs de financement* avec l'Overseas Cooperative Development Council basé aux États-Unis. Enfin, le dialogue sur le financement rural s'est poursuivi, notamment avec le Department for International Development (DFID) (Département du développement international) du Royaume-Uni, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), l'Agence norvégienne de développement international (NORAD) et le GTZ.

En ce qui concerne *la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition*, le FIDA a collaboré cette année avec l'Institut italien de recherche sur l'alimentation et la nutrition (INRAN) et des partenaires locaux, à des évaluations de référence des indicateurs à utiliser au niveau des projets dans la perspective des objectifs de développement du Millénaire. Ces évaluations ont pour but: i) de dresser une brève liste des indicateurs "phares", par exemple prévalence de la malnutrition, accès à l'eau salubre et à l'assainissement, et taux d'alphabétisation; ii) de les tester sur le terrain pour la gestion des projets et l'établissement des rapports sur la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, et iii) de mettre au point du matériel de formation et des lignes directrices pour les projets financés par le FIDA. Deux projets ont été concernés au début de 2002: le *programme participatif de développement rural en Haute Guinée* (Guinée) et le *projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales* (Côte d'Ivoire). Ces activités ont permis de tirer des enseignements des projets et de préparer du matériel de formation, notamment une cassette vidéo qui aidera les non-spécialistes à appliquer les concepts de base pour réaliser les évaluations de référence, à l'aide d'une démarche progressive utilisant des exemples pris en Guinée. Cette cassette a été largement diffusée en octobre lors d'un atelier de mise en œuvre portant sur plus de 50 projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le soutien technique apporté en 2002 pour améliorer la gestion des savoirs et l'apprentissage en matière de *développement de l'élevage et de mise en valeur des parcours* a consisté notamment à développer la page web de la base de connaissances sur l'élevage et les parcours, laquelle comprend à présent 38 études de cas, 30 rapports d'activité et 20 documents d'information du FIDA. En outre, des représentants d'unités de gestion de projets et des gouvernements de dix pays, des chargés de portefeuille de pays du FIDA et d'autres fonctionnaires du Fonds et de la FAO ont participé à un atelier sur la teneur de cette base de connaissances et ses modes d'utilisation. Enfin, la mise en œuvre de l'Initiative mondiale pour les services d'élevage en faveur des pauvres a donné lieu à des consultations approfondies avec les parties prenantes, à cinq études de cas en Afrique, en Asie et en Europe occidentale et à l'établissement d'un "état des lieux" sur dossier en la matière.

Le cadre stratégique fait valoir qu'il est indispensable de *redresser les inégalités entre les sexes et de renforcer les moyens d'action des femmes* pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire. Durant l'année, des programmes spéciaux visant à assurer plus d'équité entre les hommes et les femmes, financés par de généreuses contributions de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et de la Norvège et par des dons d'assistance technique (DAT) du FIDA, ont été menés dans les cinq régions géographiques où travaille le FIDA. Un atelier tenu en juin sur le thème *Équité entre les sexes et autonomisation des femmes rurales pauvres – application du cadre stratégique du FIDA*, financé par l'Italie, le Japon et la Norvège, a débouché sur l'établissement d'un plan d'action 2003-2006 visant à *intégrer la problématique hommes-femmes dans les opérations du FIDA*.

Ce plan, élaboré par le Groupe de travail du Fonds sur la problématique hommes-femmes dans les projets et programmes (WGGPP) et coordonné par la Division consultative technique, a été approuvé par le Département gestion des programmes en décembre. Il retient dix domaines d'action, 25 activités spécifiques liées à des échéances précises et un ensemble d'indicateurs bien définis dans le temps qui forment un cadre commun à l'intérieur duquel les divisions définiront la voie à suivre pour atteindre les objectifs fixés dans leurs plans de travail et budgets respectifs. Il s'agit en dernière analyse d'arriver à ce que, d'ici 2006, la problématique hommes-femmes soit au cœur du travail de tous les membres du personnel du FIDA. Le *Programme de soutien à l'intégration de la problématique hommes-femmes dans tous les projets et programmes du FIDA*, cofinancé par l'Italie et le FIDA et géré par la Division consultative technique, a fourni un appui technique et financier à l'élaboration du plan d'action. Dans l'intervalle, le travail intensif mené en réseau à l'intérieur comme à l'extérieur par le WGGPP sur l'intégration de cette problématique a permis au FIDA de faire part de ses connaissances à d'autres et d'apprendre d'eux.

La gestion durable des ressources naturelles, en partenariat avec les ruraux pauvres, est un facteur essentiel de la lutte contre la *pauvreté et la dégradation de l'environnement*. En intégrant le souci de l'environnement et des ressources naturelles dans ses opérations, le FIDA met l'accent sur les liens entre pauvreté rurale et dégradation de l'environnement et sur l'évaluation environnementale dans le cycle des projets. On peut considérer qu'un pourcentage élevé des projets de lutte contre la pauvreté du FIDA ont une vocation environnementale puisqu'ils attribuent au capital naturel un rôle de premier plan dans la formation du capital, grâce à la restauration des ressources dégradées et à leur utilisation durable. En 2002, des dons destinés à financer les évaluations environnementales, d'un montant total de 245 944 USD, ont été accordés en faveur du projet de développement rural dans la région d'Idleb en Syrie, du projet de développement agropastoral de Tatouine en Tunisie, du programme national en faveur du développement humain durable et de la préservation de l'environnement aux Comores et du projet de développement communautaire intégré dans le district de Nyanza sud au Kenya. En outre, dans le cadre de la collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial, le FIDA a mis en train dix projets admis à bénéficier d'un financement, qui en sont au stade soit de la conception soit au début de la formulation et, avec le Mécanisme mondial, il soutient l'ambitieux programme du GCRAI sur la désertification, la sécheresse, la pauvreté et l'agriculture.

## Le secteur privé

Mettant à profit la bonne volonté manifestée par les partenaires privés, tant sur le marché des capitaux que dans le secteur des entreprises, le FIDA a continué en 2002 à encourager les investissements du secteur privé en faveur des ruraux pauvres. Cela a été le cas en particulier avec la Deutsche Bank, dont la collaboration s'est concrétisée par des investissements aux Philippines, en liaison avec un projet du FIDA à Mindanao. Un prêt de garantie de la Deutsche Bank a été accordé à une institution de microfinancement pourvoyant aux besoins des femmes pauvres qui se lancent dans la microentreprise. Cette garantie permet de mobiliser des fonds auprès d'une banque commerciale locale pour doter en capital l'institution de microfinancement, qui peut ainsi élargir son rayon d'action. Le financement additionnel ainsi obtenu a permis à quelque 14 000 femmes de bénéficier d'un prêt dans le nord de Mindanao.

Le système de distribution des intrants agricoles au Mali, mis en place en collaboration étroite avec Syngenta et la Fondation Syngenta pour l'agriculture viable, a été consolidé et élargi de manière à desservir progressivement les régions visées par le programme du Fonds de développement des zones sahéliennes.

Le programme régional mené avec CropLife Latin America sur la sécurité d'emploi des pesticides a été étendu au Mexique, en vue de dispenser une formation dans le Yucatan.

Enfin, une initiative regroupant de multiples partenaires a été lancée avec le groupe BASF et le FBS pour lutter contre le paludisme en Afrique orientale.

---

“ Je n'ai pas hésité à mettre le microcrédit au cœur de la lutte contre la pauvreté menée par mon gouvernement. Dans la première allocution sur l'état de la nation que j'ai prononcée en juillet l'an dernier, j'ai en effet déclaré que l'État s'était engagé à augmenter de 300 000 par an le nombre de femmes bénéficiant d'un prêt modique, car c'est l'un des ressorts du combat contre la pauvreté. Je suis fier de pouvoir dire qu'en février 2002 – sept mois plus tard – le Gouvernement philippin avait atteint 63% de cet objectif, puisque 188 000 femmes ont eu accès à un microfinancement dans le pays, tant dans les campagnes que dans les villes. Par leur soutien conjoint au système de financement dans notre pays, la Deutsche Bank et le FIDA contribuent de façon novatrice aux efforts que nous poursuivons sans relâche. ”

Gloria Macapagal Arroyo, Présidente de la République des Philippines (2002)

---